



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/14  
20 novembre 2023

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS



COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quatre-vingt-treizième réunion  
Montréal, 15-19 décembre 2023  
Point 7 a) i) de l'ordre du jour provisoire<sup>1</sup>

**RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2022**

**Introduction**

1. Le rapport périodique global résume les progrès et les données financières des agences bilatérales et d'exécution<sup>2</sup> au 31 décembre 2022, comme communiqués dans leurs rapports périodiques respectifs<sup>3</sup> au Secrétariat.
2. Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution portent sur toutes les substances réglementées au titre du Protocole de Montréal. Compte tenu que les activités et projets sur les HFC ont été financés à partir des contributions ordinaires au Fonds multilatéral, ou au moyen des contributions supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l'article 5 souhaitant offrir un soutien pour le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali<sup>4</sup>, les informations portant sur ces projets sont présentées séparément, selon la source de financement. L'analyse

<sup>1</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/1

<sup>2</sup> Les agences suivantes ont remis un rapport périodique : Allemagne, Australie, Canada, Espagne, France, Italie, Japon, PNUD, PNUE, ONUDI et Banque mondiale (documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/15 à UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/19).

<sup>3</sup> Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés sur chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité et une version papier offerte sur demande (décision 19/23). La base de données du rapport périodique global est disponible dans un chiffrier Microsoft Excel, sur le site Intranet du Comité exécutif.

<sup>4</sup> Le Comité exécutif a accepté avec satisfaction, à sa 77<sup>e</sup> réunion, les contributions supplémentaires annoncées par 17 pays non visés à l'article 5 pour permettre le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, étant entendu que ce financement ne serait offert qu'une seule fois et qu'il ne changerait en rien les contributions des pays donateurs. Les Parties contributrices sont : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

contenue dans le présent document s'appuie sur les quantités exprimées en tonnes PAO pour toutes les substances réglementées à l'exception des HFC qui sont mesurés en tonnes équ. CO<sub>2</sub><sup>5</sup>.

### **Processus d'analyse par le Secrétariat**

3. Le Secrétariat a examiné individuellement tous les rapports périodiques annuels proposés par les agences bilatérales et d'exécution. L'analyse a été effectuée en fonction des étapes déterminées pour les projets d'investissement et ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords ; la date d'émission du premier décaissement ; l'état de l'achat et de l'installation de l'équipement ; l'état des services offerts, y compris la formation des techniciens en réfrigération et des douaniers ; le niveau de décaissement des sommes approuvées ; l'achèvement opérationnel et financier du projet ; et le retour des soldes.

4. Des problèmes possibles ont été soulevés pendant l'examen des projets, notamment la non-signature des accords ; l'absence d'un administrateur du Bureau national de l'ozone ; l'absence de rapports périodiques financiers ; les retards dans le processus d'achat essentiellement dû à des problèmes de chaîne d'approvisionnement ; l'absence de technologies de remplacement sur les marchés locaux ; et les questions de sécurité dans les pays. Tous les projets pour lesquels des questions demeurent en instance présentaient un faible niveau de décaissement des fonds et/ou faisaient l'objet d'une demande de report de la date d'achèvement. D'une manière générale, en 2022, les activités de mise en œuvre des projets sont revenues à la normale après deux années pendant lesquelles les pays ont été confrontés à des difficultés découlant des contraintes liées à la pandémie de COVID-19.

5. Le Secrétariat s'est entretenu à plusieurs reprises avec les agences bilatérales et d'exécution concernant les projets et activités pour lesquels des questions demeurent en instance et plusieurs questions ont été réglées de façon satisfaisante. En ce qui concerne les projets pour lesquels les questions n'ont pas pu être réglées, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été abordées et convenues avec les agences bilatérales et d'exécution. Les projets et activités pour lesquels un report de la date d'achèvement a été demandé sont examinés dans les documents principaux, tandis que les projets<sup>6</sup> pour lesquels des questions demeurent en instance sont joints à l'annexe III aux différents rapports des agences bilatérales et d'exécution. Les recommandations seront abordées au cours des échanges sur les rapports périodiques des différentes agences à la 93<sup>e</sup> réunion.

6. Conformément à la décision 84/45 (c), le Secrétariat a recensé tous les éléments des projets pluriannuels dont la mise en œuvre accuse du retard et en a informé les agences bilatérales et d'exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat sont indiquées à l'annexe III des différents rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution.

7. Ce document comprend les sections suivantes :

- I. Projets approuvés pour toutes les substances réglementées au titre des contributions ordinaires au Fonds multilatéral. Cette partie récapitule l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets pour 2022 et les progrès cumulatifs depuis 1991, tenant compte de toutes les substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal, y compris les substances figurant à l'annexe F (HFC). Elle examine également l'état d'avancement de chaque projet

---

<sup>5</sup> Conformément à la décision 84/12 (a) (iv), la mesure des HFC exprimée en tonnes équ. CO<sub>2</sub> est incluse dans les rapports périodiques soumis à la 93<sup>e</sup> réunion.

<sup>6</sup> À l'exception de ceux examinés dans les documents de proposition de projet pertinents, au titre des rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/20 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/21), ou au titre des tranches connaissant des retards dans la mise en œuvre (UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/24).

en cours<sup>7</sup> au niveau des pays. Elle recense les projets présentant des retards dans la mise en œuvre et l'incidence potentielle sur l'élimination des substances réglementées, ainsi que les projets comportant des questions en suspens qui seront examinées par le Comité exécutif.

- II. Projets approuvés pour les substances de l'annexe F (HFC) au titre des contributions volontaires supplémentaires pour apporter un soutien à mise en œuvre rapide à la réduction progressive des HFC<sup>8</sup>.
- III. Observations du Secrétariat
- IV. Recommandation

8. Les rapports périodiques des agences bilatérales ou d'exécution ne comprenaient aucune question d'orientation pour examen par le Comité exécutif. Aucune question d'orientation n'a été identifiée pendant l'examen par le Secrétariat des rapports périodiques.

## I. Projets approuvés pour toutes les substances réglementées au titre des contributions ordinaires au Fonds multilatéral

### I.1 Avancement de la mise en œuvre des projets en 2022 et progrès cumulatifs depuis 1991

9. En date du 31 décembre 2022, le Comité exécutif avait approuvé 3,96 milliards \$ US pour des projets pour les agences bilatérales et d'exécution, soit 3,54 milliards \$ US pour la mise en œuvre de projets d'investissement et de projets ne portant pas sur des investissements, et 416,75 millions \$ US de coûts d'appui d'agence, comme indiqué au tableau 1.

**Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2022 (\$ US)**

Secteur	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Bilatérales	Total
Aérosols	26 054 838	882 689	34 397 921	22 984 030	2 051 914	86 371 392
Destruction	3 606 279	190 040	3 805 540	400 000	1 526 282	9 528 140
Mousses	173 220 709	0	89 066 904	136 059 064	8 093 731	406 440 407
Halons	4 996 975	767 640	1 780 369	70 221 038	6 147 361	83 913 384
Plan de réduction progressive des HFC	3 755 000	5 367 000	4 194 000	665 000	609 000	14 590 000
Fumigènes	20 081 243	2 614 366	78 028 741	5 837 887	18 226 925	124 789 160
Secteurs multiples	0	0	139 440	2 341 168	0	2 480 608
Divers	0	0	11 317 246	5 059 360	0	16 376 606
Plan d'élimination finale	387 379 811	75 583 006	388 710 642	212 206 926	76 107 711	1 139 988 096
Agents de transformation	1 286 923	0	6 337 359	114 342 497	0	121 966 778

<sup>7</sup> Les projets en cours sont tous les projets qui étaient en cours de mise en œuvre au 31 décembre 2022. Les principaux indicateurs de progrès comprennent : le pourcentage de fonds décaissés et le pourcentage de projets ayant commencé à décaisser des fonds ; le financement devant être décaissé d'ici la fin de l'année exprimé en pourcentage du financement approuvé ; la durée moyenne des retards prévus dans la mise en œuvre ; et les renseignements consignés dans la colonne réservée aux remarques dans la base de données des rapports périodiques.

<sup>8</sup> Conformément à la décision 84/12 (b), un rapport périodique détaillé offrant un aperçu des objectifs, de l'état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s'il y a lieu, du niveau de financement approuvé et décaissé, et des difficultés potentielles pouvant survenir pour mener à bien les projets et les activités est présenté dans l'Annexe V au présent document.

Production	1 056 000	0	50 638 105	400 893 496	10 000 000	462 587 601
Réfrigération	139 623 080	13 956 016	182 310 825	180 259 970	40 910 116	557 060 008
Multiple	69 897 960	285 842 159	21 904 344	29 413 466	4 759 718	411 817 647
Solvants	63 699 996	198 860	23 247 443	10 237 394	2 512 738	99 896 432
Stérilisants	417 628	0	0	661 227	0	1 078 855
<b>Sous-total</b>	<b>895 076 443</b>	<b>385 401 777</b>	<b>895 878 878</b>	<b>1 191 582 522</b>	<b>170 945 495</b>	<b>3 538 885 115</b>
Coûts d'appui d'agence	124 211 639	31 796 964	119 222 126	124 964 722	16 559 425	416 754 876
<b>Total</b>	<b>1 019 288 082</b>	<b>417 198 741</b>	<b>1 015 101 004</b>	<b>1 316 547 244</b>	<b>187 504 921</b>	<b>3 955 639 991</b>

10. En 2022, 219 nouveaux projets et activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait entraîner l'élimination de 480 236 tonnes PAO et 536 630 tonnes éq. CO<sub>2</sub><sup>9</sup> de consommation et de production de substances réglementées. L'annexe I indique l'état de la mise en œuvre des projets par pays en 2022.

11. Le tableau 2 indique l'état de la mise en œuvre des projets, décaissement des fonds inclus, par type de projet au 31 décembre 2022. L'annexe II présente des informations analytiques depuis 1991.

**Tableau 2. État de la mise en œuvre des projets par type au 31 décembre 2022**

Type	Nombre de projets*			Financement (\$ US)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Programme de pays	165	165	100	7 266 559	7 266 559	0	100
Démonstration	134	133	99	61 250 021	60 555 853	694 168	99
Renforcement institutionnel (RI)	1 405	1 260	90	168 946 734	150 207 319	18 739 414	89
Investissement	3 246	3 000	92	2 786 454 101	2 626 413 978	160 040 125	94
Préparation de projet	1 913	1 725	90	103 334 725	88 794 854	14 539 873	86
Appui technique	1 987	1 790	90	385 826 211	348 423 465	37 402 747	90
Formation	324	324	100	25 806 764	25 806 763	1	100
<b>Total</b>	<b>9 174</b>	<b>8 397</b>	<b>92</b>	<b>3 538 885 115</b>	<b>3 307 468 792</b>	<b>231 416 327</b>	<b>93</b>

\*À l'exclusion des projets clos ou transférés.

\*\*À l'exclusion des coûts d'appui d'agence.

12. Le résumé des activités et des projets mis en œuvre par les agences bilatérales et d'exécution en 2022 et cumulatif de 1991 au 31 décembre 2022 est présenté ci-dessous :

- a) **élimination**<sup>10</sup> : en 2022, une quantité de 645,5<sup>11</sup> tonnes PAO et zéro tonne éq. CO<sub>2</sub> de consommation de substances réglementées a été éliminée et l'approbation a été donnée pour en éliminer 1 435 tonnes PAO de plus ainsi que 5 947 tonnes PAO de production de substances réglementées. Au total, 292 732 tonnes PAO et 305 336 tonnes éq. CO<sub>2</sub> de consommation et 205 377 tonnes PAO de production de substances réglementées ont été éliminées par rapport à un total prévu de 480 236 tonnes PAO et 536 630 tonnes éq. CO<sub>2</sub> dans le cadre de projets approuvés, depuis 1991 (à l'exclusion des projets annulés et transférés) ;
- b) **décaissements/approbations** : en 2022, 78,04 millions \$ US ont été décaissés et il était prévu de décaisser un autre montant de 78,3 millions \$ US sur la base du rapport périodique de 2021, représentant un taux de décaissement de 99,7 pour cent du décaissement prévu. Cumulativement, 3,31 milliards \$ US des 3,54 milliards \$ US approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), ce qui représente un

<sup>9</sup> Des 345,8 tm de HFC liées à des projets d'investissement.

<sup>10</sup> L'élimination des SAO est exprimée en tonnes PAO et celle des HFC en tonnes éq. CO<sub>2</sub>.

<sup>11</sup> Aucune élimination en 2022 pour des projets de HFC.

- taux de décaissement de 93 pour cent. Une somme de 85,77 millions \$ US a été approuvée pour la mise en œuvre en 2022 ;
- c) **rapport coût-efficacité (en PAO) :**<sup>12</sup> depuis 1991, le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement menant à la réduction permanente de la consommation est de 8,04 \$ US/kg. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production est de 4,58 \$ US/kg. Le rapport coût-efficacité moyen par tonne PAO des projets d'investissement est de 5,22 \$ US/kg pour les projets achevés et de 19,13 \$ US/kg pour les projets en cours<sup>13</sup> ;
  - d) **nombre de projets achevés :** en 2022, 249 projets ont été achevés. Au total, 8 397 des 9 174 projets (à l'exclusion des projets clos ou transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d'achèvement de 92 pour cent ;
  - e) **rapidité d'exécution – projets d'investissement :** les projets achevés en 2022 ont été terminés en moyenne 53 mois après leur approbation. Depuis 1991, les projets d'investissement mettent en moyenne 38 mois pour être achevés à compter de leur date d'approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 14 mois après leur approbation ;
  - f) **rapidité d'exécution – projets ne portant pas sur des investissements :** Les projets achevés en 2022 ont été terminés en moyenne 42 mois après leur approbation. Depuis 1991, les projets ne portant pas sur des investissements mettent en moyenne 38 mois pour être achevés à compter de leur date d'approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 12 mois après leur approbation ;
  - g) **préparation de projet :** sur les 1 913 activités de préparation de projet approuvées à la fin de 2022, 1 725 étaient achevées et 188 activités étaient toujours en cours. En 2022, 58 activités de préparation de projet ont été approuvées et 45 ont été achevées ;
  - h) **retards de mise en œuvre :** au total, 777 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2022 et connaissaient un retard moyen de 10 mois. Cent quatre de ces projets sont classés « projets dont la mise en œuvre accuse du retard »<sup>14</sup> et sont assujettis à la procédure d'annulation de projet (la procédure ne s'applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projet, ni aux projets de renforcement des institutions) ; et
  - i) **accords pluriannuels :** en 2022, un PGEPH, 151 accords pluriannuels pour des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), un accord pluriannuel pour un plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC (KIP) et deux accords pluriannuels pour le contrôle et l'élimination des émissions de HFC-23 étaient en cours de mise en œuvre. Depuis 1991, 449 accords pluriannuels ont été approuvés et 294 accords pluriannuels ont été achevés, représentant un taux d'achèvement de 65 pour cent. L'annexe IV résume le financement total approuvé et décaissé pour les activités de PGEH au niveau des pays.

<sup>12</sup> Incluant 345,8 tm de HFC liées à des projets d'investissement. Le rapport coût-efficacité en éq. CO<sub>2</sub> n'est pas fourni à cause du faible nombre de projets approuvés.

<sup>13</sup> Le rapport coût-efficacité plus élevé des projets en cours est surtout attribuable aux valeurs PAO moins élevées des HCFC et aussi aux moyens par lesquels les agences attribuent l'élimination. Le rapport coût-efficacité est de 56,53 \$ US/kg PAO pour les accords pluriannuels des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), de 23,93 \$ US/kg PAO pour la phase I des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC et de 4,16 \$ US/kg PAO pour la phase II des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC.

<sup>14</sup> Les projets approuvés depuis plus de 18 mois et pour lesquels le taux de décaissement est inférieur à 1 pour cent et les projets non achevés 12 mois après la date d'achèvement indiquée dans le rapport périodique (décision 22/61). Les éléments des accords pluriannuels sont assujettis à la procédure d'annulation conformément à la décision 84/45 (c).

13. Le tableau 3 résume l'avancement des agences bilatérales et d'exécution depuis 1991.

**Tableau 3 : Avancement des agences bilatérales et d'exécution depuis 1991**

Élimination achevée		Décaissement (\$ US)	Moyenne CE (\$ US/kg)		Nombre de projets		Rapidité d'exécution pour l'achèvement (mois)		Retards moyens des projets (mois)	Nombre d'accords pluriannuels	
Tonnes PAO	Tonnes éq. CO <sub>2</sub>		Consommation	Production	Approuvés	Achevés	Investissement	Pas d'investissement		Approuvés	Achevés
498 109	305 336	3 307 468 792	8,04	4,58	9 174	8 397	38	38	10	449	294

### Projets liés aux HFC

14. Au 31 décembre 2022, le Comité exécutif avait approuvé 181 projets liés aux HFC (dont 11 projets d'investissement, 138 activités de préparation de projets et 32 projets d'appui technique) au titre des contributions ordinaires, s'élevant à 26 317 785 \$ US (hors coûts d'appui d'agence). Un résumé de l'état de ces projets est présenté dans le tableau 4 et les données correspondantes ont déjà été intégrées aux paragraphes 9 à 13.

**Tableau 4. Projets liés aux HFC approuvés au titre des contributions ordinaires**

Type	Nombre de projets			Financement (\$ US)*			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Investissement**	11	4	36	7 247 922	5 270 534	1 977 388	73
Préparation de projet	138	4	3	14 789 510	2 069 657	12 719 853	14
Appui technique	32	28	88	4 280 353	2 840 094	1 440 260	66
<b>Total</b>	<b>181</b>	<b>36</b>	<b>20</b>	<b>26 317 785</b>	<b>10 180 286</b>	<b>16 137 501</b>	<b>39</b>

\* Coûts d'appui d'agence non compris.

\*\* 213,3 tm (305 336 tonnes éq. CO<sub>2</sub>) sur 345,8 tm (536 630 tonnes éq. CO<sub>2</sub>) de HFC ont été éliminées.

15. À la fin de 2022, sur les 181 projets, quatre projets d'investissement, quatre activités de préparation de projet et 28 projets d'appui technique pour des activités de facilitation avaient été achevés. Sur les quatre projets d'appui technique en cours, deux concernent des activités de facilitation ; la date d'achèvement de l'un d'entre eux a été reportée tandis que l'autre devrait s'achever en 2023. Les deux projets d'appui technique en cours sont censés être achevés en 2024 et en 2026. Les sept projets d'investissement en cours sont censés être achevés entre 2023 et 2025. Cent vingt-huit des 134 activités de préparation de projet en cours concernent des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP) et devraient être achevés entre 2023 et 2025 ; les six autres concernent des projets d'investissement associés et devraient s'achever en 2023 et 2024.

16. Sur un total cumulatif de fonds approuvés de 26 317 785 \$ US (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), un montant de 10 180 286 \$ US a été décaissé, représentant un taux de décaissement de 39 pour cent.

17. L'annexe III fournit des informations sur tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

## **I.2 Problèmes identifiés dans la mise en œuvre des projets en 2022**

18. Les agences bilatérales et d'exécution ont mené à terme 67 pour cent des projets qu'elles prévoyaient de terminer en 2022, selon les dates d'achèvement déclarées dans le rapport périodique de 2021 et les résultats déclarés dans les rapports périodiques de 2022. La date d'achèvement prévue a été reportée

pour 32 des 444 projets en cours (à l'exclusion du renforcement des institutions et des activités de préparation de projet) depuis le rapport périodique de 2021.

19. Les agences bilatérales et d'exécution ont atteint un taux de décaissement global de 99,7 pour cent en 2022. Par pays et région, 62 pays (et régions) ont atteint un taux de décaissement de plus de 85 pour cent, tandis que 37 pays (et régions) ont présenté un taux de décaissement inférieur à 50 pour cent.

20. Les agences bilatérales et d'exécution doivent présenter à la 94<sup>e</sup> réunion un rapport sur 104 projets en cours dont la mise en œuvre accuse du retard et 16 projets et tranches de projets pluriannuels, le renouvellement des projets de renforcement des institutions, la préparation de PGEH et de KIP et l'appui technique en vue de l'élaboration de rapports de vérification, pour lesquels des rapports de situation ont été recommandés.

## II. Projets approuvés au titre des contributions volontaires supplémentaires afin de soutenir le démarrage rapide du processus de réduction progressive des HFC

21. Le Comité exécutif avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires au 31 décembre 2022, pour la somme de 23,6 millions \$ US (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence). Le tableau 5 contient un résumé de l'état de ces projets.

**Tableau 5. État des projets liés aux HFC approuvés à la fin de 2022**

Type	Nombre de projets			Financement (\$ US)*			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Investissement**	6	6	100	8 488 843	7 040 121	1 448 722	83
Préparation de projet	10	10	100	214 781	214 781	0	100
Appui technique – Activités de facilitation	128	127	99	14 898 856	13 377 607	1 521 250	90
<b>Total</b>	<b>144</b>	<b>143</b>	<b>99</b>	<b>23 602 480</b>	<b>20 632 509</b>	<b>2 969 972</b>	<b>87</b>

\*À l'exclusion des coûts d'appui d'agence.

\*\* 678,8 tm (970 373 tonnes éq. CO<sub>2</sub>) sur 775,4 tm (1 108 442 tonnes éq. CO<sub>2</sub>) de HFC ont été éliminées.

22. Six projets d'investissement, 10 préparations de projet et 127 activités de facilitation ont été achevés sur les 144 projets approuvés avant la fin de 2022. Le report des dates d'achèvement des autres activités de facilitation en cours a été approuvé ; ce projet devrait s'achever en 2023.

23. Une part cumulative de 20 632 509 \$ US des 23 602 480 \$ US approuvés a été décaissée (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), ce qui représente un taux de décaissement de 87 pour cent.

24. À la suite du processus d'analyse, le dernier projet d'activités de facilitation a été classé comme présentant des retards de mise en œuvre et figure dans l'annexe III du rapport périodique du PNUE.

25. L'annexe V fournit un rapport périodique détaillé sur les projets d'investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC dans les pays visés à l'article 5 financées au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, conformément à la décision 84/12 (b) et (c). Il s'agit du dernier rapport périodique sur les projets liés aux HFC financés au titre des contributions volontaires supplémentaires afin de soutenir le démarrage rapide du processus de réduction progressive des HFC, car il ne reste qu'un projet.

## III. Observations du Secrétariat

26. Le Secrétariat a noté que certains des projets et tranches de PGEH ont été retardés en raison de problèmes opérationnels. La prolongation de ces projets à diverses dates jusqu'au 31 décembre 2024 exige

l'approbation du Comité exécutif, conformément à la décision 82/11 (b). Les recommandations de report des dates d'achèvement des PGEH de l'Égypte (Allemagne), de la Dominique (PNUE), de la Jordanie (UNIDO et Banque mondiale) et du Soudan (UNIDO) ont été abordées comme il convenait, dans les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution concernées, ou dans les documents de proposition de projet concernés.

27. Les agences ont continué de fournir des informations sur les mesures spécifiques prises pour corriger les retards de mise en œuvre des activités, notamment l'analyse des causes fondamentales pertinentes et des informations pour empêcher que de tels retards se reproduisent. À l'instar de ce qui est indiqué dans le rapport périodique de 2021, les principaux problèmes identifiés comprennent les retards d'approvisionnement et de distribution des équipements, principalement dus à la nature technique spécialisée des équipements ; une adoption plus lente par le marché des technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG) ; des modifications structurelles au sein du gouvernement, dont des modifications du Bureau national de l'ozone ; la situation politique ou des problèmes de sécurité ; et des retards de soumission des rapports dus au manque de capacité du Bureau national de l'ozone. Les principales mesures prises par les agences comprennent la définition de procédures pour l'approvisionnement rapide en équipements à travers des accords à long terme avec des fournisseurs qualifiés ; la coordination étroite avec le Bureau national de l'ozone et l'industrie, et la mise en œuvre de programmes ciblés pour la promotion de l'adoption de technologies à faible PRG ; la prise en charge des obstacles techniques et opérationnels à l'aide d'activités de préparation de projet pour la promotion de l'adoption de technologies de remplacement à faible PRG ; la coordination avec le gouvernement et la définition de plans d'action pour traiter les problèmes administratifs ; et la formation et le renforcement de la capacité du personnel du Bureau national de l'ozone et l'implication des cadres du gouvernement dans les aspects liés au suivi et à la communication de l'avancement opérationnel.

#### Intégration des questions de genre<sup>15</sup>

28. Toutes les agences ont pris différentes mesures, au niveau interne, du bureau national de l'ozone et des projets, pour mettre en œuvre la politique opérationnelle sur l'intégration des questions de genre du Fonds multilatéral. Les activités portent principalement sur la sensibilisation et l'information des bureaux nationaux de l'ozone et d'autres parties prenantes concernant la politique sur l'intégration des questions de genre et les actions nécessaires pour assurer un meilleur équilibre des genres pendant la mise en œuvre des projets. Les agences travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues nationaux et les services chargés des projets pour bien comprendre la politique d'intégration des questions de genre, inclure des dispositions dans toutes les activités pour encourager la participation des femmes à différents niveaux (par exemple, en tant que consultantes, gestionnaires de projets, stagiaires), collaborer avec les parties prenantes concernées sur la collecte de données ventilées par genre au cours des différentes activités et des défis rencontrés dans la mise en œuvre de la politique de genre et planifier et mettre en œuvre des mesures pour relever ces défis. Le PNUE organise également, dans le cadre des réunions du réseau régional de son Programme d'aide à la conformité, des sessions destinées à promouvoir la politique d'intégration des questions de genre et les mesures à prendre pour veiller à sa bonne mise en œuvre.

#### **IV. Recommandation**

29. Le Comité exécutif pourrait envisager de prendre note :

- a) du rapport global d'achèvement de projet du Fonds multilatéral au 31 décembre 2022 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/93/14 ;

---

<sup>15</sup> Le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et d'exécution de fournir un bref rapport sur les principaux résultats de l'intégration du genre obtenus dans le cadre de leurs rapports d'avancement annuels, à partir de 2023, sur la base des informations dont elles disposent (décision 90/48 d)).



- b) avec satisfaction des efforts entrepris par les agences bilatérales et d'exécution pour établir les rapports de leurs activités de 2022 ; et
- c) que les agences bilatérales et d'exécution présenteront à la 94<sup>e</sup> réunion, un rapport sur les 105 projets dont la mise en œuvre accuse du retard et 16 projets en cours pour lesquels la remise de rapports de situation supplémentaires est recommandée, indiqués à l'annexe III des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution concernées.



Annexe I

APERÇU DE L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS  
PAR PAYS POUR 2022

1. Le tableau 1 de l'annexe I présente l'état de la mise en œuvre des projets par pays pour 2022 en matière d'élimination achevée, de décaissements prévus et réalisés, et d'achèvement de projet.

Tableau 1. État de la mise en œuvre des projets pour 2022

Pays	Élimination en 2022 (tonnes PAO)	Élimination en 2022 (tonnes éq. CO <sub>2</sub> )*	Estimation des sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2022	Pourcentage de projets prévus achevés en 2022**
Afghanistan	0,0	0	305 975	134 324	44	0
Albanie	0,0	0	178 224	154 516	87	100
Algérie	0,0	0	58 002	57 316	99	100
Angola	2,0	0	393 426	57 847	15	33
Antigua-et-Barbuda	0,0	0	30 000	0	0	0
Argentine	18,4	0	906 041	891 132	98	100
Arménie	0,0	0	93 243	192 601	207	
Bahamas	0,0	0	81 069	10 038	12	67
Bahreïn	0,0	0	253 256	192 504	76	100
Bangladesh	5,0	0	913 036	1 548 561	170	80
Barbade	0,0	0	51 187	9 838	19	50
Belize	0,0	0	112 595	122 035	108	100
Bénin	0,1	0	64 250	129 703	202	100
Bhoutan	0,0	0	61 940	27 499	44	100
Bolivie (État plurinational de)	0,4	0	156 475	141 982	91	
Bosnie-Herzégovine	0,6	0	93 280	50 712	54	100
Botswana	0,1	0	248 231	78 009	31	33
Brésil	23,1	0	3 332 910	3 141 410	94	100
Brunéi Darussalam	0,5	0	139 475	101 890	73	100
Burkina Faso	0,0	0	62 171	67 928	109	0
Burundi	0,0	0	77 750	55 775	72	100
Cabo Verde	0,0	0	58 250	15 000	26	
Cambodge	0,0	0	131 043	181 330	138	50
Cameroun	0,3	0	251 718	196 175	78	
République centrafricaine	0,0	0	30 000	60 000	200	100
Tchad	0,0	0	36 250	84 144	232	100
Chili	17,9	0	592 448	396 218	67	40
Chine	90,2	0	22 073 709	24 648 036	112	20
Colombie	2,8	0	1 082 196	492 577	46	57
Comores	0,0	0	27 750	60 035	216	100
Congo	0,0	0	46 350	105 130	227	50
Îles Cook	0,0	0	129 093	46 062	36	100
Costa Rica	0,0	0	220 707	251 205	114	50
Côte d'Ivoire	10,7	0	180 000	462 670	257	100
Cuba	0,0	0	257 199	277 708	108	100
République populaire démocratique de Corée	0,0	0	3	20 548	684 931	
République démocratique du Congo	0,0	0	155 438	104 800	67	
Djibouti	0,0	0	16 135	2 020	13	100
Dominique	0,0	0	136 512	0	0	20

Pays	Élimination en 2022 (tonnes PAO)	Élimination en 2022 (tonnes éq. CO <sub>2</sub> )*	Estimation des sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2022	Pourcentage de projets prévus achevés en 2022**
République dominicaine	0,0	0	497 404	694 903	140	0
Équateur	0,0	0	380 000	458 930	121	0
Égypte	13,3	0	2 303 689	1 726 707	75	80
El Salvador	0,0	0	286 831	158 923	55	100
Guinée équatoriale	0,0	0	38 358	3 576	9	50
Érythrée	0,0	0	31 251	60 012	192	100
Eswatini (Royaume d')	0,0	0	141 850	95 609	67	100
Éthiopie	0,0	0	115 551	56 103	49	100
Fidji	0,0	0	223 200	77 813	35	67
Gabon	4,9	0	77 250	119 664	155	67
Gambie	0,0	0	122 751	62 424	51	
Géorgie	0,0	0	114 358	90 451	79	100
Ghana	20,9	0	322 334	151 188	47	100
Grenade	0,0	0	88 961	57 764	65	100
Guatemala	0,4	0	177 484	118 249	67	
Guinée	0,0	0	62 465	9 323	15	100
Guinée-Bissau	0,0	0	41 750	64 880	155	0
Guyana	0,0	0	130 032	57 435	44	0
Haïti	0,0	0	93 568	63 555	68	100
Honduras	0,4	0	129 250	229 855	178	100
Inde	17,3	0	4 818 436	6 683 092	139	75
Indonésie	0,0	0	1 593 853	775 244	49	40
Iran (République islamique d')	10,2	0	1 428 837	1 787 662	125	50
Iraq	0,0	0	1 017 051	566 852	56	
Jamaïque	0,0	0	141 559	135 827	96	100
Jordanie	0,0	0	547 602	532 382	97	50
Kenya	0,0	0	186 928	169 385	91	100
Kiribati	0,0	0	171 965	53 574	31	100
Koweït	204,0	0	1 592 585	1 161 896	73	100
Kirghizistan	0,0	0	84 393	132 139	157	100
République démocratique populaire lao	0,0	0	223 189	62 251	28	25
Liban	0,0	0	282 524	293 025	104	
Lesotho	0,0	0	73 482	8 706	12	
Libéria	3,2	0	57 618	93 160	162	100
Libye	2,7	0	265 000	201 783	76	25
Madagascar	0,0	0	57 700	118 517	205	100
Malaisie	0,0	0	142 904	122 149	85	100
Malawi	13,7	0	1 395 939	1 505 760	108	50
Maldives	0,0	0	61 161	51 632	84	100
Mali	0,0	0	47 200	68 715	146	
Îles Marshall	0,0	0	73 089	13 274	18	100
Mauritanie	0,0	0	45 000	79 845	177	100
Maurice	3,1	0	106 250	57 134	54	
Mexique	23,0	0	1 245 250	1 866 636	150	20
Micronésie (États fédérés de)	0,0	0	150 794	66 872	44	100
Mongolie	0,0	0	113 103	86 089	76	
Monténégro	0,1	0	91 802	68 017	74	
Maroc	8,1	0	103 600	122 022	118	100

Pays	Élimination en 2022 (tonnes PAO)	Élimination en 2022 (tonnes éq. CO <sub>2</sub> )*	Estimation des sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2022	Pourcentage de projets prévus achevés en 2022**
Mozambique	0,0	0	114 887	117 638	102	100
Myanmar	0,0	0	106 104	255	0	0
Namibie	0,0	0	136 571	102 579	75	100
Nauru	0,0	0	85 803	10 909	13	67
Népal	0,1	0	165 656	21 517	13	75
Nicaragua	0,1	0	185 441	158 469	85	0
Niger	1,1	0	180 501	237 803	132	100
Nigéria	6,5	0	1 607 925	2 824 372	176	57
Nioué	0,0	0	67 800	65 258	96	100
Nioué	0,1	0	150 003	165 795	111	100
Oman	0,0	0	194 291	138 950	72	100
Pakistan	41,3	0	1 067 839	1 752 988	164	80
Palau	0,0	0	164 984	108 709	66	100
Panama	0,0	0	317 147	375 068	118	100
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,0	0	135 665	68 860	51	0
Paraguay	0,0	0	206 735	169 389	82	100
Pérou	2,0	0	233 620	201 540	86	100
Philippines	0,0	0	182 055	220 636	121	
Qatar	0,0	0	221 736	212 153	96	100
République de Moldova	0,0	0	105 918	84 883	80	100
Rwanda	0,0	0	144 001	39 629	28	
Sainte-Lucie	0,0	0	52 693	8 818	17	0
Saint-Kitts-et-Nevis	0,0	0	83 715	51	0	67
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,0	0	127 543	45 479	36	50
Samoa	0,0	0	123 150	64 100	52	100
Sao Tomé-et-Principe	0,0	0	76 355	59 571	78	0
Arabie saoudite	0,0	0	537 696	784 372	146	67
Sénégal	0,0	0	215 465	147 941	69	100
Serbie	0,0	0	121 002	120 758	100	0
Seychelles	1,0	0	35 055	57 561	164	50
Sierra Leone	0,0	0	126 243	66 045	52	100
Îles Salomon	0,0	0	179 166	94 159	53	100
Somalie	0,0	0	104 250	66 701	64	50
Soudan	78,5	0	603 001	599 708	99	100
Soudan du Sud	0,0	0	52 500	20 000	38	67
Sri Lanka	0,0	0	318 895	162 947	51	
Soudan	4,2	0	264 184	326 135	123	100
Suriname	0,0	0	113 391	64 840	57	40
Tchad	0,0	0	310 915	262 251	84	100
Thaïlande	0,0	0	1 148 175	409 875	36	0
Timor-Leste	0,0	0	116 844	82 360	70	67
Togo	0,0	0	64 000	180 527	282	100
Tonga	0,0	0	178 243	139 461	78	100
Trinité-et-Tobago	0,0	0	297 210	188 548	63	
Tunisie	0,0	0	205 002	221 899	108	0
Turkménistan	0,0	0	147 000	175 017	119	0
Turkménistan	0,0	0	135 500	156 194	115	0
Tuvalu	0,0	0	66 152	47 943	72	100
Ouganda	0,0	0	85 300	56 177	66	

Pays	Élimination en 2022 (tonnes PAO)	Élimination en 2022 (tonnes éq. CO <sub>2</sub> )*	Estimation des sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Sommes décaissées en 2022 (\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2022	Pourcentage de projets prévus achevés en 2022**
République-Unie de Tanzanie	0,0	0	121 625	82 406	68	100
Uruguay	5,3	0	464 640	206 209	44	50
Vanuatu	0,0	0	153 392	45 764	30	100
Venezuela (République bolivarienne du)	0,0	0	197 492	357 030	181	50
Viet Nam	0,0	0	1 669 346	1 101 157	66	0
Yémen	0,0	0	85 000	0	0	0
Zambie	0,0	0	129 001	120 026	93	0
Zimbabwe	8,0	0	348 967	240 048	69	100
Région : Asie-Pacifique	0,0	0	232 500	43 022	19	100
Monde	0,0	0	8 701 433	8 342 317	96	100
<b>Total général</b>	<b>645,5</b>	<b>0</b>	<b>78 301 211</b>	<b>78 035 099</b>	<b>100</b>	<b>67</b>

\* Pas d'élimination en 2022 pour des projets portant sur les HFC.

\*\* Pour les projets dont l'achèvement était prévu en 2022.

Annexe II

APERÇU DE L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS  
AU 31 DÉCEMBRE 2022

1. Le tableau 1 de l'annexe II présente une vue d'ensemble de l'état de la mise en œuvre des projets par année.<sup>1</sup> Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2009, et en 2011, sont à présent achevés.

Tableau 1. État d'avancement des projets par année

Année	Nombre de projets*			Financement (\$ US)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
1991	68	68	100	7 950 771	7 950 771	0	100
1992	176	176	100	41 261 376	41 261 376	0	100
1993	217	217	100	73 198 586	73 198 586	0	100
1994	379	379	100	128 630 289	128 630 290	-1	100
1995	355	355	100	111 188 308	111 188 309	-1	100
1996	257	257	100	83 813 027	83 813 027	0	100
1997	532	532	100	154 314 938	154 314 940	-2	100
1998	422	422	100	99 680 368	99 680 367	1	100
1999	546	546	100	152 710 735	152 710 736	-1	100
2000	426	426	100	109 540 524	109 540 522	2	100
2001	427	427	100	130 139 751	130 139 752	-1	100
2002	358	358	100	162 045 818	162 045 816	2	100
2003	247	247	100	157 043 468	157 043 468	0	100
2004	271	271	100	162 388 009	162 388 008	1	100
2005	255	255	100	180 276 024	180 276 021	3	100
2006	261	261	100	120 847 322	120 847 323	-1	100
2007	213	213	100	120 084 049	120 084 047	2	100
2008	354	354	100	121 600 746	121 600 750	-5	100
2009	320	320	100	73 691 484	73 400 556	290 929	100
2010	227	226	100	84 437 899	83 842 669	595 230	99
2011	264	264	100	201 764 577	201 764 500	78	100
2012	182	178	98	100 973 747	99 834 660	1 139 087	99
2013	184	182	99	125 242 188	125 205 543	36 645	100
2014	223	218	98	92 448 102	91 447 761	1 000 341	99
2015	377	366	97	156 661 467	151 691 108	4 970 359	97
2016	240	217	90	114 697 279	99 652 903	15 044 376	87
2017	124	109	88	63 869 396	60 831 726	3 037 671	95
2018	271	228	84	120 358 468	94 668 234	25 690 234	79
2019	226	158	70	49 195 251	31 101 209	18 094 041	63
2020	257	136	53	67 840 245	48 619 289	19 220 959	72
2021	296	30	10	85 222 543	28 137 526	57 085 018	33
2022	219	1	0	85 768 359	556 998	85 211 361	1
<b>Total</b>	<b>9 174</b>	<b>8 397</b>	<b>92</b>	<b>3 538 885 115</b>	<b>3 307 468 792</b>	<b>231 416 327</b>	<b>93</b>

\* Projets clos ou transférés non compris.

\*\* Coûts d'appui d'agence non compris.

<sup>1</sup> Les données sont présentées selon l'année où un projet a été approuvé par le Comité exécutif. Tous les projets approuvés (projets d'investissement et projets non liés aux investissements) sont traités de façon égale (c'est-à-dire un projet d'investissement ou une tranche de financement d'un accord pluriannuel de 1 million \$ US est considéré comme un projet, tout comme une préparation de programme de pays de 30 000 \$ US). Les indicateurs clés de ce sommaire annuel sont : le pourcentage de projets achevés, les tonnes PAO/tonnes éq. CO<sub>2</sub> éliminées et le pourcentage de fonds décaissés. Il existe trois types de décaissement : durant la mise en œuvre, après la mise en œuvre et financement rétroactif.

## Projets achevés<sup>2</sup>

2. Au total, 8 397 des 9174 projets (à l'exclusion des projets clos ou transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d'achèvement de 92 pour cent. Les tableaux 2 à 4 présentent des informations sur les projets d'investissement, les projets ne portant pas sur des investissements et les activités de préparation de projet achevés.

### Projets d'investissement achevés

3. Le tableau 2 présente des informations sur les projets d'investissement achevés depuis 1991. Le tableau présente des données totales, suivies des données par région, secteur, caractéristique de mise en œuvre et mode de décaissement.

**Tableau 2. Cumul des projets d'investissement achevés**

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Consommation éliminée*	Production éliminée*	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$ US/kg)
<b>TOTAL</b>	<b>3 000</b>	<b>2 508 639 681</b>	<b>100</b>	<b>276 034</b>	<b>204 189</b>	<b>14</b>	<b>38</b>	<b>5,22</b>
<b>Région</b>								
Afrique	528	170 152 839	99	18 388	0	12	40	9,25
Asie et Pacifique	1 572	1 856 753 604	100	214 777	184 239	16	38	4,65
Europe	166	72 760 978	100	8 051	175	10	34	8,85
Amérique latine et Caraïbes	734	408 972 260	100	34 818	19 775	14	37	7,49
Monde	s.o.	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Secteur</b>								
Aérosols	127	82 501 519	100	27 449	0	16	43	3,01
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	1 004	376 906 697	100	69 439	0	15	34	5,43
Fumigènes	123	99 900 005	100	7 993	0	10	49	12,50
Halons	39	71 476 177	100	42 111	41 958	17	30	0,85
Plan de réduction progressive des HFC	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	4	2 287 376	100	419	0	28	78	5,46
Divers	8	16 059 360	100	1 574	0	12	20	10,20
Plan d'élimination finale	855	785 715 180	99	55 567	10 988	12	41	11,81
Agents de transformation	30	120 252 626	100	19 573	52 162	10	27	1,68
Production	62	416 148 243	100	0	99 081	9	20	4,20
Réfrigération	617	441 966 839	100	44 565	0	16	40	9,92
Solvants	128	94 351 804	100	7 285	0	19	32	12,95
Stérilisants	3	1 073 855	100	60	0	15	34	17,78
<b>Caractéristiques de la mise en œuvre</b>								
Mise en œuvre par l'agence	1 872	967 222 462	99	97 233	17 381	11	36	8,44
Mise en œuvre par le pays	1 128	1 541 417 219	100	178 800	186 808	20	40	4,22
<b>Mode de décaissement</b>								

<sup>2</sup> Les décisions 17/22 et 19/23 définissent les projets/activités achevés comme étant des projets contractés dans lesquels les SAO visées avaient été éliminées. La décision 28/2 étend la définition pour y inclure les situations qui démontrent que les CFC ayant fait l'objet d'un projet dans le secteur ne sont plus utilisés et qu'une substance de remplacement est produite (et/ou la production de celle-ci a commencé), et que l'équipement utilisant le CFC a été détruit, démantelé ou rendu inutilisable pour les SAO. Les activités du programme de travail sans élimination de SAO sont considérées comme achevées lorsque l'activité prend fin (p. ex., dans le cas d'un atelier, lorsque celui-ci a été présenté). Cette définition a été appliquée aux projets sur les HCFC.



Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Consommation éliminée*	Production éliminée*	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$ US/kg)
Au cours de la mise en œuvre	2 879	2 069 284 461	100	267 899	199 719	14	38	4,43
Après la mise en œuvre	50	17 166 608	100	2 512	0	23	25	6,83
Financement rétroactif	37	14 635 851	100	2 100	500	15	11	5,63
Du pays aux bénéficiaires finaux	34	407 552 761	100	3 523	3 970	9	58	54,39

\*À l'exclusion des projets clos ou transférés.

4. Au total, 99,6 pour cent des sommes approuvées pour les projets d'investissement achevés ont été décaissées.<sup>3</sup> Au total, 3 000 projets d'investissement ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 2,51 milliards \$ US. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 14 mois pour les projets d'investissement. Ces derniers ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne.

#### Projets ne portant pas sur des investissements achevés

5. Le tableau 3 présente les données cumulatives des projets ne portant pas sur des investissements achevés. Au total, 3 672 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 573,41 millions \$ US.

**Tableau 3. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements achevés**

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
<b>TOTAL</b>	<b>3 672</b>	<b>573 409 597</b>	<b>100</b>	<b>12</b>	<b>38</b>
<b>Région</b>					
Afrique	1 131	99 169 287	99	12	38
Asie et Pacifique	1 123	163 097 693	101	13	40
Europe	239	22 558 259	100	9	33
Amérique latine et Caraïbes	860	102 192 382	99	13	41
Monde	319	186 391 976	99	6	22
<b>Secteur</b>					
Aérosols	31	2 461 265	100	11	36
Destruction	17	8 695 865	100	11	65
Lutte contre l'incendie	0	0	0	s.o.	s.o.
Mousses	34	10 543 567	100	14	36
Fumigènes	137	21 224 436	100	9	39
Halons	82	11 238 157	100	17	44
Plan de réduction progressive des HFC	0	0	0	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	1	53 792	100	56	58
Divers	1	76 499	100	7	38
Plan d'élimination finale	732	69 033 172	101	13	40
Agents de transformation	0	0	0	s.o.	s.o.
Production	1	40 000	100	4	4
Réfrigération	638	91 384 389	99	16	50
Multiple	1 964	355 259 673	99	10	32
Solvants	34	3 398 782	100	11	27
Stérilisants	0	0	0	s.o.	s.o.
<b>Caractéristiques de la mise en œuvre</b>					

<sup>3</sup> La raison pour laquelle l'ensemble des fonds n'a pas été décaissé pour les projets achevés est qu'il faut parfois compter de six mois à un an pour mettre au point les derniers détails des dossiers de comptabilité.

Mise en œuvre par l'agence	2 992	431 025 891	99	12	37
Mise en œuvre par le pays	680	142 383 706	101	14	41
<b>Mode de décaissement</b>					
Au cours de la mise en œuvre	3 637	561 006 631	100	12	38
Après la mise en œuvre	26	2 325 462	100	14	21
Financement rétroactif	1	146 698	100	3	83
Du pays aux bénéficiaires finaux	8	9 930 807	100	7	38

6. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 12 mois pour les projets ne portant pas sur des investissements. Ces derniers ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne. Ce chiffre est influencé par le grand nombre de projets de la catégorie « Multiple » (1 964 sur 3672) pour lesquels le délai moyen d'achèvement de projet est de 32 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements des autres secteurs ont été achevés dans un délai de 4 à 65 mois suivant leur approbation.

7. Presque tous les projets ont été mis en œuvre par l'agence concernée plutôt que par le pays. La mise en œuvre de projets ne portant pas sur des investissements par les agences n'exige habituellement pas d'accords légaux, ce qui peut expliquer pourquoi le délai est plus court (37 mois) que pour les projets ne portant pas sur des investissements mis en œuvre par le pays (41 mois).

#### Activités de préparation de projet achevées

8. Le tableau 4 présente les données cumulatives des activités de préparation de projet. Au total, 1 725 activités de préparation ont été achevées depuis 1991, pour une valeur totale de 86,41 millions \$ US.

**Tableau 4. Cumul des activités de préparation de projet achevées**

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
<b>TOTAL</b>	<b>1 725</b>	<b>86 413 178</b>	<b>100</b>	<b>8</b>	<b>23</b>
<b>Région</b>					
Afrique	446	15 165 941	99	8	25
Asie et Pacifique	656	42 730 224	100	8	23
Europe	122	5 084 615	100	7	22
Amérique latine et Caraïbes	482	21 821 972	100	7	21
Monde	19	1 610 425	100	5	16
<b>Secteur</b>					
Aérosols	45	1 254 279	100	6	17
Destruction	18	818 719	100	13	40
Lutte contre l'incendie	0	0	0	s.o.	s.o.
Mousses	259	11 121 927	100	6	21
Fumigènes	118	2 993 886	100	5	17
Halons	27	836 728	100	6	19
Plan de réduction progressive des HFC	1	170 000	66	6	17
Secteurs multiples	3	139 440	100	3	34
Divers	2	240 747	100	11	35
Plan d'élimination finale	505	28 834 397	99	11	31
Agents de transformation	9	694 384	100	9	19
Production	12	1 402 145	100	7	15
Réfrigération	385	13 804 437	100	7	21
Multiple	283	21 969 992	100	4	15
Solvants	57	2 127 097	100	6	25
Stérilisants	1	5 000	100	1	9
<b>Caractéristiques de la mise en œuvre</b>					
Mise en œuvre par l'agence	1 506	71 445 817	100	7	22

Mise en œuvre par le pays	219	14 967 361	99	11	30
<b>Mode de décaissement</b>					
Au cours de la mise en œuvre	1 715	84 811 717	100	8	23
Après la mise en œuvre	6	899 752	100	7	21
Financement rétroactif	0	0	0	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	4	701 708	100	5	29

9. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de huit mois pour les activités de préparation de projet. Ces dernières ont été achevées 23 mois après leur approbation, en moyenne. Au total, 99,5 pour cent des sommes approuvées pour les activités de préparation de projet achevées ont été décaissées.

### Projets en cours

10. Au total, 777 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2022. Les tableaux 5 à 7 présentent des informations sur les projets d'investissement, les projets ne portant pas sur des investissements et les activités de préparation de projet en cours.

### Projets d'investissement en cours

11. Le tableau 5 présente les informations sur l'état des projets d'investissement par région, secteur et caractéristique de mise en œuvre.

**Tableau 5. Cumul des projets d'investissement en cours**

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$ US/kg)*
<b>TOTAL</b>	<b>246</b>	<b>261 304 616</b>	<b>42</b>	<b>165</b>	<b>67</b>	<b>11</b>	<b>50</b>	<b>29</b>	<b>19,13</b>
<b>Région</b>									
Afrique	76	41 447 700	33	51	67	14	53	37	69,93
Asie et Pacifique	106	183 059 327	45	68	64	11	49	30	14,51
Europe	15	5 383 754	25	11	73	7	46	16	81,82
Amérique latine et Caraïbes	49	31 413 835	41	35	71	9	49	22	80,26
Monde	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Secteur</b>									
Aérosols	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	2	2 470 162	100	2	100	10	89	68	83,45
Fumigènes	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction progressive des HFC	1	80 000	0	0	0	s.o.	36	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination finale	237	211 424 792	39	161	68	11	50	28	28,03
Agents de transformation	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Production	2	44 997 213	51	1	50	16	52	49	7,57
Réfrigération	4	2 332 449	65	1	25	11	54	40	16,24
Solvants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Stérilisants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Caractéristiques de la mise en œuvre</b>									
Mise en œuvre par l'agence	178	134 758 029	30	120	67	11	52	33	36,61
Mise en œuvre par le pays	68	126 546 587	56	45	66	13	45	20	12,68
<b>Mode de décaissement</b>									
Au cours de la mise en œuvre	234	137 423 526	32	155	66	12	50	29	47,63
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	12	123 881 090	53	10	83	6	56	34	11,49

\*À partir des SAO à éliminer selon la proposition.

12. Deux cent quarante-six projets d'investissement sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de plus de 261,3 millions \$ US. Environ 42 pour cent des sommes ont déjà été décaissées. Le rapport coût-efficacité moyen global des projets d'investissement en cours est de 19,13 \$ US/kg PAO à éliminer. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 11 mois. La durée moyenne d'un projet d'investissement en cours est de 50 mois. De façon générale, les projets d'investissement sont menés à terme 29 mois plus tard que prévu, ce qui constitue un retard moyen.

#### Projets ne portant pas sur des investissements en cours

13. Le tableau 6 présente des informations sur l'état des projets ne portant pas sur des investissements en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

**Tableau 6. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements en cours**

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet
<b>TOTAL</b>	<b>343</b>	<b>74 494 144</b>	<b>27</b>	<b>168</b>	<b>49</b>	<b>15</b>	<b>37</b>	<b>8</b>
<b>Région</b>								
Afrique	99	11 639 528	17	28	28	20	33	6
Asie et Pacifique	121	34 865 611	36	74	61	16	39	6
Europe	23	2 647 910	29	16	70	8	31	4
Amérique latine et Caraïbes	95	14 418 535	35	50	53	15	42	13
Monde	5	10 922 560	0	0	0	s.o.	15	0
<b>Secteur</b>								
Aérosols	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Fumigènes	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction progressive des HFC	1	20 000	0	0	0	s.o.	48	s.o.
Secteurs multiples	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination finale	188	38 704 353	36	93	49	18	41	8
Agents de transformation	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Production	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Réfrigération	2	1 400 000	84	1	50	4	54	33

Multiple	152	34 369 791	15	74	49	13	32	7
Solvants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Stérilisants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Caractéristiques de la mise en œuvre</b>								
Mise en œuvre par l'agence	292	58 350 676	26	132	45	16	37	7
Mise en œuvre par le pays	51	16 143 468	33	36	71	13	37	10
<b>Mode de décaissement</b>								
Au cours de la mise en œuvre	343	74 494 144	27	168	49	15	37	8
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.

14. Trois cent quarante-trois projets ne portant pas sur des investissements sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 74,49 millions \$ US, et 27 pour cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 15 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements en cours sont achevés 37 mois, en moyenne, après la date d'approbation, ce qui représente un retard de huit mois.

#### Activités de préparation de projet achevées

15. Le tableau 7 présente des informations sur l'état des activités de préparation de projet en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

**Tableau 7. Cumul des activités de préparation de projet en cours**

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet
<b>TOTAL</b>	<b>188</b>	<b>16 642 500</b>	<b>2 506 389</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>31</b>	<b>6</b>
<b>Région</b>							
Afrique	92	6 927 500	724 948	10	14	32	8
Asie et Pacifique	49	4 586 000	685 186	15	8	28	4
Europe	12	1 259 000	332 510	26	8	28	3
Amérique latine et Caraïbes	35	3 870 000	763 745	20	8	32	8
Monde	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Secteur</b>							
Aérosols	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	2	160 000	34 412	22	8	42	24
Fumigènes	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction progressive des HFC	131	14 320 000	1 773 695	12	9	27	2
Secteurs multiples	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination finale	52	1 952 500	605 223	31	15	40	16
Agents de transformation	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Production	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.

Réfrigération	3	210 000	93 059	44	4	31	6
Multiple	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Solvants	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Sterilisants	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Caractéristiques de la mise en œuvre</b>							
Mise en œuvre par l'agence	155	13 019 500	1 948 530	15	11	31	6
Mise en œuvre par le pays	33	3 623 000	557 859	15	8	32	7
<b>Mode de décaissement</b>							
Au cours de la mise en œuvre	188	16 642 500	2 506 389	15	11	31	6
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.

16. Cent quatre-vingt-huit activités de préparation de projet sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 16,64 millions \$ US, et 15 pour cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 11 mois. Les activités de préparation de projet en cours sont achevées 31 mois, en moyenne, après la date d'approbation, ce qui représente un retard de six mois.

### Projets clos

17. Le tableau 8 présente un résumé des projets clos. Au total, 277 projets ont été clos depuis 1991, pour une valeur totale de 15,01 millions \$ US.

**Tableau 8. Résumé des projets clos**

Agence	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Consommation PAO à éliminer	Consommation PAO éliminée
PNUD	81	6 895 392	6 895 392	1	673	636
PNUE	14	21 000	21 000	0	12	12
ONUDI	68	6 446 674	6 446 674	0	1 808	367
Banque mondiale	95	1 373 519	1 373 519	0	657	581
Bilatérales	19	272 901	227 901	45 000	223	0
<b>Total</b>	<b>277</b>	<b>15 009 486</b>	<b>14 964 486</b>	<b>45 000</b>	<b>3 373</b>	<b>1 595</b>

**Annexe III**

**APERÇU DES PROJETS ET ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC**

1. Le Comité exécutif approuve le financement de la mise en œuvre de projets d'investissement en lien avec les HFC (décisions 78/3 (g) et 79/45) et d'activités de facilitation depuis sa 80<sup>e</sup> réunion, afin d'aider les bureaux nationaux de l'ozone à respecter leurs obligations initiales en lien avec la réduction progressive des HFC au titre de l'Amendement de Kigali (décision 79/46).

2. Au 31 décembre 2022, le Comité exécutif avait approuvé 325 projets et activités en lien avec les HFC dans 138 pays et deux régions, dont 148 demandes de préparation de projet, 16 projets d'investissement, deux demandes de plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC (KIP), un projet d'appui technique et 158 activités de facilitation, pour la somme de 49,92 millions \$ US (hors coûts d'appui).

3. Le tableau 1 présente un aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

**Tableau 1. Aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral**

Pays	Group e	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)				
				Activités de facilitation	Préparation de projets	Projets d'investissement	KIP	Appui technique
Afghanistan	I			150 000				
Albanie	I	Oui	√	94 978	130 000			
Algérie	I			150 000				
Angola	I	Oui	En instance	150 000	170 000			
Antigua-et-Barbuda	I							
Argentine	I	Oui	√	250 000	294 816	3 368 606		
Arménie	I	Oui	√	149 639	170 000			
Bahamas	I	Oui	En instance	95 000				
Bahreïn	II			140 240				
Bangladesh	I	Oui	√	150 000	190 000	3 131 610		
Barbade	I	Oui	√					
Belize	I	Oui	En instance	95 000				
Bénin	I	Oui	√	150 000	190 000			
Bhoutan	I	Oui	√	49 654	100 000			
Bolivie (État plurinational de)	I	Oui	√	150 000	170 000			
Bosnie-Herzégovine	I	Oui	√	94 920	130 000			
Botswana	I	Oui	√	150 000	170 000			
Brésil	I	Oui	√					
Brunéi Darussalam	I			150 000				
Burkina Faso	I	Oui	√	150 000	190 000			
Burundi	I	Oui	√	150 000				
Cabo Verde	I	Oui	√	95 000	130 000			
Cambodge	I	Oui	√	147 918	170 000			
Cameroun	I	Oui	√	149 324	190 000			
République centrafricaine	I							
Tchad	I	Oui	√	150 000	170 000			

Pays	Group e	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)				
				Activités de facilitation	Préparation de projets	Projets d'investisse ment	KIP	Appui technique
Chili	I	Oui	√	150 000	190 000			
Chine	I	Oui	√	244 685	47 687	1 274 967		
Colombie	I	Oui	√	250 000	220 000			
Comores	I	Oui	√	50 000	100 000			
Congo	I	Oui	En instance	149 841	170 000			
Îles Cook	I	Oui	√	50 000				
Costa Rica	I	Oui	√	144 830	170 000			
Côte d'Ivoire	I	Oui	√	150 000	190 000			
Cuba	I	Oui	√	150 000	170 000			
République populaire démocratique de Corée	I	Oui	√					
République démocratique du Congo	I			150 000				
Djibouti	I			50 000				
Dominique	I			50 000				
République dominicaine	I	Oui	√	149 518	201 572	129 801		
Équateur	I	Oui	√	120 725	219 937	267 885		
Égypte	I	Oui	En instance	250 000	17 964			
El Salvador	I	Oui	En instance	150 000	170 000			
Guinée équatoriale	I			150 000				
Érythrée	I	Oui	En instance	92 822				
Eswatini (Royaume d')	I	Oui	√	94 509	130 000			
Éthiopie	I	Oui	En instance	94 208	130 000			
Fidji	I	Oui	√	150 000	130 000			
Gabon	I	Oui	√	150 000	190 000			
Gambie	I	Oui	√	94 947	130 000			
Géorgie	I	Oui	En instance	95 000				
Ghana	I	Oui	√	149 425	190 000			
Grenade	I	Oui	√	46 491	100 000			
Guatemala	I		√	128 267				
Guinée	I	Oui	√	150 000	190 000			
Guinée-Bissau	I	Oui	√	95 000	130 000			
Guyana	I			95 000				
Haïti	I			95 000				
Honduras	I	Oui	√	150 000	170 000			
Inde	II	Oui	√	250 000				
Indonésie	I	Oui	En instance	246 666				
Iran (République islamique d')	II			250 000				
Iraq	II			168 030				
Jamaïque	I			145 083				
Jordanie	I	Oui	√	150 000	190 000	1 637 610		
Kenya	I	Oui	En instance	150 000				
Kiribati	I	Oui	√	50 000				
Koweït	II			250 000				
Kirghizistan	I	Oui	√	95 000	130 000			



Pays	Group e	Ratification de l'Amendeme nt de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)				
				Activités de facilitation	Préparation de projets	Projets d'investisse ment	KIP	Appui technique
République démocratique populaire lao	I	Oui	√	95 000	130 000			
Liban	I	Oui	√	149 979	247 894	1 039 874		
Lesotho	I	Oui	En instance	94 532	130 000			
Libéria	I	Oui	En instance	95 000	130 000			
Libye	I			150 000				
Madagascar	I			150 000				
Malaisie	I	Oui	√	149 954	170 000			
Malawi	I	Oui	√	250 000	480 000			
Maldives	I	Oui	√	95 000	130 000			
Mali	I	Oui	En instance	150 000				
Îles Marshall	I	Oui	√	50 000				
Mauritanie	I			150 000				
Maurice	I	Oui	√	139 622	170 000			
Mexique	I	Oui	√	240 755	424 512	4 195 944		
Micronésie (États fédérés de)	I	Oui	√	48 247				
Mongolie	I	Oui	√	92 866	130 000			
Monténégro	I	Oui	√	49 973	100 000			
Maroc	I	Oui	√	150 000	190 000			
Mozambique	I	Oui	En instance	149 330	170 000			
Myanmar	I			95 000				
Namibie	I	Oui	√	147 673	170 000			
Nauru	I	Oui	√	26 062				
Népal	I		√	95 000				
Nicaragua	I	Oui	√	150 000	170 000			
Niger	I	Oui	√	148 244	170 000		100 000	
Nigéria	I	Oui	√	245 868	220 000			
Nioué	I	Oui	√	33 863				
Nioué	I	Oui	√	95 000	130 000			
Oman	II			129 061				
Pakistan	II			250 000				
Palau	I	Oui	√	25 000				
Panama	I	Oui	√	150 000	190 000			
Papouasie-Nouvelle- Guinée	I			95 000				
Paraguay	I	Oui	√	150 000	170 000			
Pérou	I	Oui	√	147 582	190 000			
Philippines	I	Oui	√	225 992	220 000			
Qatar	II			150 000				
République de Moldova	I	Oui	En instance	50 000				
Rwanda	I	Oui	√	91 190	130 000			
Sainte-Lucie	I			50 000				
Saint-Kitts-et-Nevis	I	Oui	√	95 000	130 000			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	I	Oui	√	50 000				
Samoa	I	Oui	√	49 018				
Sao Tomé-et-Principe	I	Oui	En instance	95 000	130 000			

Pays	Group e	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)				
				Activités de facilitation	Préparation de projets	Projets d'investissement	KIP	Appui technique
Arabie saoudite	II			250 000				
Sénégal	I	Oui	√	137 814	190 000			
Serbie	I	Oui	√	143 900	170 000			
Seychelles	I	Oui	√	95 000	130 000			
Sierra Leone	I	Oui	√	94 741	130 000			
Îles Salomon	I	Oui	√	95 000				
Somalie	I	Oui	En instance	150 000	170 000			
Soudan	I	Oui	√	240 000	220 000			
Soudan du Sud	I			94 791				
Sri Lanka	I	Oui	√	150 000	170 000			
Soudan	I			149 656	30 000			
Suriname	I			95 000				
Tchad	I	Oui	√	250 000	220 000			
Thaïlande	I			250 000	30 000	183 514		
Timor-Leste	I			50 000				
Togo	I	Oui	√	129 488	170 000			
Tonga	I	Oui	√	48 745				
Trinité-et-Tobago	I	Oui	√	145 733	190 000			
Tunisie	I	Oui	√	149 990	190 000			
Turkménistan	I	Oui	√	250 000	220 000			
Turkménistan	I	Oui	√	148 955	170 000			
Tuvalu	I	Oui	√	25 631				
Ouganda	I	Oui	√	49 763	100 000			
République-Unie de Tanzanie	I	Oui	√	94 185	130 000			
Uruguay	I	Oui	√	150 000	190 000			
Vanuatu	I	Oui	√	46 845				
Venezuela (République bolivarienne du)	I	Oui	En instance	250 000				
Viet Nam	I	Oui	√	249 238	220 000			
Yémen	I							
Zambie	I	Oui	En instance	94 254	130 000			
Zimbabwe	I	Oui	√	140 551	189 909	426 954		
Région : Asie- Pacifique					780 000			
Monde								793 400
<b>Total général</b>				<b>18 365 810</b>	<b>15 004 290</b>	<b>15 656 765</b>	<b>100 000</b>	<b>793 400</b>

Annexe IV

PLAN DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS  
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Sommes décaissées (%)
Afghanistan	9,4	989 524	581 799	407 725	59
Albanie	4,1	561 413	360 678	200 735	64
Algérie	13,5	1 808 804	1 230 178	578 626	68
Angola	10,8	989 326	549 835	439 491	56
Antigua-et-Barbuda	0,0	27 235	27 235	0	100
Argentine	142,4	15 345 624	11 810 316	3 535 308	77
Arménie	3,5	676 735	675 496	1 239	100
Bahamas	3,2	486 225	257 083	229 142	53
Bahreïn	39,0	1 436 624	1 036 087	400 536	72
Bangladesh	39,1	6 194 621	3 449 890	2 744 731	56
Barbade	2,5	439 178	218 016	221 162	50
Belize	1,1	442 704	273 500	169 204	62
Bénin	16,0	950 778	629 872	320 906	66
Bhoutan	0,3	422 359	422 349	10	100
Bolivie (État plurinational de)	2,7	479 499	350 784	128 716	73
Bosnie-Herzégovine	7,2	1 064 785	901 030	163 755	85
Botswana	3,8	810 000	332 412	477 588	41
Brésil	531,7	42 510 669	35 080 889	7 429 781	83
Brunéi Darussalam	3,9	475 100	299 103	175 997	63
Burkina Faso	3,9	628 630	628 630	0	100
Burundi	1,0	296 692	296 379	313	100
Cabo Verde	0,1	332 834	159 834	173 000	48
Cambodge	7,8	1 350 000	1 105 090	244 909	82
Cameroun	34,7	2 441 520	1 382 731	1 058 789	57
République centrafricaine	0,5	64 001	64 001	0	100
Tchad	10,9	887 542	554 542	333 000	62
Chili	77,1	5 431 854	4 213 093	1 218 762	78
Chine	8 969,0	428 853 786	383 217 480	45 636 307	89
Colombie	193,8	12 443 765	11 183 968	1 259 796	90
Comores	0,0	159 653	159 653	0	100
Congo	3,6	348 626	282 180	66 446	81
Îles Cook	0,0	264 050	99 426	164 624	38
Costa Rica	19,6	1 727 049	1 325 384	401 665	77
Côte d'Ivoire	22,3	1 824 102	1 434 464	389 638	79
Croatie	8,1	804 104	804 104	0	100
Cuba	19,3	2 007 527	1 818 423	189 104	91
République populaire démocratique de Corée	19,4	804 255	291 595	512 660	36
République démocratique du Congo	9,4	832 524	474 524	358 000	57
Djibouti	0,2	164 500	143 500	21 000	87
Dominique	0,1	148 050	10 026	138 024	7
République dominicaine	12,5	3 826 891	3 587 859	239 033	94
Équateur	28,0	2 549 175	2 529 321	19 853	99
Égypte	332,2	25 519 760	14 800 489	10 719 270	58
El Salvador	12,9	1 251 760	1 041 120	210 640	83
Guinée équatoriale	0,9	278 267	248 267	30 000	89
Érythrée	0,7	429 559	209 559	220 000	49

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Sommes décaissées (%)
Eswatini (Royaume d')	8,3	971 931	876 931	95 000	90
Éthiopie	1,9	507 127	275 127	232 000	54
Fidji	2,0	607 700	283 480	324 220	47
Gabon	10,6	534 841	461 350	73 491	86
Gambie	0,6	399 497	206 510	192 987	52
Géorgie	3,5	691 739	499 125	192 615	72
Ghana	48,5	1 928 700	1 370 977	557 723	71
Grenade	0,5	381 289	188 289	193 000	49
Guatemala	5,1	592 834	537 710	55 124	91
Guinée	2,6	523 053	484 290	38 762	93
Guinée-Bissau	1,0	255 849	255 849	0	100
Guyana	0,7	412 995	300 772	112 223	73
Haïti	0,4	146 291	136 735	9 556	93
Honduras	8,8	841 337	761 883	79 454	91
Inde	1 151,3	67 593 898	52 302 769	15 291 129	77
Indonésie	194,1	15 947 737	12 851 369	3 096 368	81
Iran (République islamique d')	312,5	19 640 170	15 312 756	4 327 414	78
Iraq	15,0	1 499 045	862 734	636 311	58
Jamaïque	8,9	763 899	635 797	128 102	83
Jordanie	60,7	6 438 035	4 757 343	1 680 692	74
Kenya	14,1	1 973 000	1 222 686	750 314	62
Kiribati	0,0	310 600	100 914	209 686	32
Koweït	273,8	10 823 729	7 409 612	3 414 117	68
Kirghizistan	3,3	799 922	799 488	434	100
République démocratique populaire lao	1,1	482 400	216 708	265 692	45
Liban	69,6	6 439 571	6 238 842	200 729	97
Lesotho	0,0	448 900	280 270	168 630	62
Libéria	3,7	566 595	315 000	251 595	56
Libye	37,6	2 137 328	836 255	1 301 073	39
Madagascar	12,8	866 154	557 999	308 155	64
Malaisie	3,8	628 745	532 614	96 132	85
Malawi	249,2	15 725 205	14 337 994	1 387 211	91
Maldives	0,6	1 081 613	1 081 613	0	100
Mali	5,2	486 723	486 523	200	100
Îles Marshall	0,2	187 200	98 330	88 870	53
Mauritanie	4,4	521 750	149 845	371 905	29
Maurice	3,1	782 500	472 465	310 035	60
Mexique	577,5	27 243 986	23 232 936	4 011 050	85
Micronésie (États fédérés de)	0,2	314 100	123 870	190 230	39
Mongolie	1,0	583 769	387 500	196 269	66
Monténégro	0,8	972 660	494 462	478 198	51
Maroc	27,0	1 994 926	1 325 967	668 959	66
Mozambique	3,1	332 361	220 253	112 108	66
Myanmar	0,4	280 000	165 089	114 911	59
Namibie	8,2	810 000	639 746	170 254	79
Nauru	0,0	139 450	63 854	75 596	46
Népal	0,9	425 316	181 741	243 575	43
Nicaragua	3,3	470 355	341 772	128 582	73
Niger	10,8	910 340	494 334	416 006	54
Nigéria	208,4	11 547 490	8 595 583	2 951 907	74
Nioué	0,0	108 210	70 143	38 067	65

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Sommes décaissées (%)
Nioué	2,6	1 241 950	1 094 700	147 250	88
Oman	18,2	1 403 281	909 734	493 546	65
Pakistan	177,8	12 946 694	9 204 169	3 742 525	71
Palau	0,2	303 000	131 000	172 000	43
Panama	11,6	1 217 662	1 064 912	152 750	87
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,4	1 125 000	974 195	150 805	87
Paraguay	7,7	838 742	637 351	201 391	76
Pérou	18,2	1 510 405	796 380	714 026	53
Philippines	40,0	3 430 092	2 923 545	506 546	85
Qatar	14,7	1 390 941	1 054 650	336 291	76
République de Moldova	0,6	384 057	252 054	132 002	66
Rwanda	1,9	437 166	317 299	119 867	73
Sainte-Lucie	0,3	147 542	98 342	49 200	67
Saint-Kitts-et-Nevis	0,6	369 418	181 393	188 025	49
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,2	421 951	272 344	149 607	65
Samoa	0,2	344 450	169 750	174 700	49
Sao Tomé-et-Principe	0,1	154 727	154 727	0	100
Arabie saoudite	353,5	9 375 745	7 488 085	1 887 660	80
Sénégal	3,6	873 514	581 251	292 263	67
Serbie	7,9	1 225 790	1 017 108	208 682	83
Seychelles	1,4	540 000	365 006	174 994	68
Sierra Leone	1,0	458 530	215 507	243 024	47
Îles Salomon	1,8	466 250	220 016	246 234	47
Somalie	1,8	385 574	368 808	16 766	96
Soudan	243,1	9 522 272	5 748 273	3 774 000	60
Soudan du Sud	0,5	140 500	20 000	120 500	14
Sri Lanka	12,0	1 049 741	665 599	384 141	63
Soudan	49,0	4 333 164	2 551 850	1 781 314	59
Suriname	0,6	177 109	142 109	35 000	80
Tchad	44,8	4 316 733	1 599 906	2 716 827	37
Thaïlande	255,0	18 424 008	17 218 285	1 205 723	93
Timor-Leste	0,2	504 170	331 338	172 833	66
Togo	13,5	954 894	623 749	331 145	65
Tonga	0,1	324 050	162 353	161 697	50
Trinité-et-Tobago	17,9	1 931 436	1 553 257	378 179	80
Tunisie	16,8	1 798 159	1 482 033	316 126	82
Turkménistan	410,7	12 405 390	9 920 333	2 485 057	80
Turkménistan	4,6	916 206	680 040	236 166	74
Tuvalu	0,1	168 450	87 519	80 931	52
Ouganda	0,0	283 875	204 708	79 167	72
République-Unie de Tanzanie	1,1	462 271	203 829	258 442	44
Uruguay	15,2	1 835 762	1 204 627	631 135	66
Vanuatu	0,3	360 600	147 081	213 519	41
Venezuela (République bolivarienne du)	33,3	2 749 725	2 463 813	285 911	90
Viet Nam	280,4	14 800 334	10 603 645	4 196 689	72
Yémen	11,6	159 529	159 529	0	100
Zambie	2,5	462 956	320 569	142 387	69
Zimbabwe	12,3	1 288 818	1 084 059	204 759	84
Région : Asie-Pacifique	0,0	940 000	336 022	603 978	36
<b>Total</b>	<b>16 078,2</b>	<b>904 157 172</b>	<b>745 395 251</b>	<b>158 761 923</b>	<b>82</b>



## Annexe V

### RAPPORT SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT ET LES ACTIVITÉS DE FACILITATION EN LIEN AVEC LES HFC FINANCÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES D'UN GROUPE DE 17 PARTIES NON VISÉES À L'ARTICLE 5

#### Contexte

1. Lors de son examen du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2018, le Comité exécutif, à sa 84<sup>e</sup> réunion, a chargé le Secrétariat de remettre à la 85<sup>e</sup> réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l'état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s'il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, ainsi que des difficultés potentielles pouvant retarder l'achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12 (b)).

2. En réponse à la décision 84/12 (b), le Secrétariat a remis à la 85<sup>e</sup> réunion<sup>1</sup> le rapport supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC en utilisant le modèle actualisé, après avoir intégré les suggestions pertinentes des agences bilatérales et d'exécution.

3. L'information à jour sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC reposant sur les rapports périodiques pour 2022 remis par les agences bilatérales et d'exécution est présentée ci-dessous.

#### Rapport sur les projets d'investissement en lien avec les HFC

4. Les agences d'exécution ont remis des rapports de situation détaillés sur la mise en œuvre des projets d'investissement sur les HFC pour l'Argentine, le Bangladesh, la Chine, le Liban, le Mexique et la Thaïlande. Les projets individuels sont résumés dans le tableau 1.

**Tableau 1. Résumé des projets d'investissement en lien avec les HFC**

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	CO <sub>2</sub> -eq	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)
Argentine	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a (96,60 tm)	R-600a/R-290	138 069	1 840 755	1 384 690
Bangladesh	PNUD	Compresseurs et réfrigérateurs domestiques	HFC-134a (230,63 tm)	R-600a	329 801	3 131 610	3 131 610
Chine	PNUD	Mousse isolante pour les réfrigérateurs domestiques	Cyclopentane + HFC-245fa (250,00 tm)	Cyclopentane + HFO-1233zd(E)	257 500	1 275 000	1 274 967
Liban	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a/R-404A (112,58 tm)	R-600a/R-290	245 860	1 053 858	1 039 874

<sup>1</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/9

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	CO <sub>2</sub> -eq	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)
Mexique	ONUDI	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a/ R-404A (56,04 tm)	R-600a/R-290	124 657	1 018 123	25 466
Thaïlande	Banque mondiale	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a (8,78 tm)	R-600a	12 555	183 514	183 514
<b>Total</b>			<b>754,64</b>		<b>1 108 442</b>	<b>8 502 860</b>	<b>7 040 121</b>

5. Six projets (Argentine, Bangladesh, Chine, Liban, Mexique et Thaïlande) ont été achevés. Des rapports de projet détaillés ont été fournis par le PNUD pour le Bangladesh et la Chine et par l'ONUDI pour l'Argentine et le Mexique ; ils viennent s'ajouter au rapport de fin de projet pour la Thaïlande. Le rapport concernant le sixième projet devrait être remis par l'agence concernée d'ici la fin novembre 2023.

### Rapport sur les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC

6. La liste des pays visés à l'article 5 ayant reçu un soutien financier pour les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC est fournie à l'annexe III au présent document, avec l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC, exigés à l'article 4 B. Le soutien à la ratification hâtive de l'Amendement de Kigali, la mise en œuvre des activités indiquées au paragraphe 20 de la décision XXVIII/2 visant à établir des arrangements institutionnels de soutien, l'examen des programmes d'octroi de permis, la communication des données sur la consommation et la production de HFC, et la démonstration d'activités ne portant pas sur des investissements telles que la formation et la diffusion d'information, sont les principales raisons justifiant les demandes de financement des activités de facilitation.

#### Aperçu des progrès dans la mise en œuvre

7. Les activités de facilitation avancent bien dans la plupart des pays. À ce jour, les gouvernements allemand<sup>2</sup> et italien<sup>3</sup>, le PNUD<sup>4</sup>, le PNUE<sup>5</sup>, l'ONUDI<sup>6</sup> et la Banque mondiale<sup>7</sup> ont mené à terme 127 projets portant sur des activités de facilitation jusqu'en 2022.

8. Voici un résumé des activités :

- a) Ratification de l'Amendement de Kigali : consultations avec les parties prenantes sur les dispositions de l'Amendement de Kigali et les conséquences de sa ratification ; rédaction des documents légaux ; coordination et diffusion d'information aux différentes parties prenantes ; évaluation par les pays des tendances en consommation de HFC et des répercussions de

<sup>2</sup> Libéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Seychelles

<sup>3</sup> Lesotho, Maldives, Rwanda et Tunisie

<sup>4</sup> Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Fidji, Jamaïque, Liban, Paraguay, Pérou, Trinité-et-Tobago et Uruguay

<sup>5</sup> Afghanistan, Angola, Bahamas, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Comores, Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Équateur, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nigéria, Nioué, Ouganda, Palaos, Paraguay, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Togo, Tonga, Turkménistan, Tuvalu, Vanuatu, Zambie et Zimbabwe

<sup>6</sup> Afrique du Sud, Albanie, Argentine, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Congo, Égypte, Gambie, Grenade, Libye, Macédoine du Nord, Maroc, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Niger, Philippines, Serbie, Somalie, Soudan, Tunisie, Türkiye, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Viet Nam

<sup>7</sup> Indonésie, Malaisie et Thaïlande



l'Amendement sur les différentes parties prenantes ; évaluation des besoins de formation du secteur de l'entretien à l'introduction de technologies sans HFC et l'utilisation sécuritaire des technologies de remplacement, et des douaniers au suivi et au contrôle du commerce des HFC au titre de l'Amendement de Kigali ; et participation à l'atelier régional sur la ratification de l'Amendement de Kigali ;

- b) Élaboration et exécution du programme d'octroi de permis et de quotas : examen et/ou révision des lois et réglementations, y compris les programmes d'octroi de permis et de quotas d'importation et d'exportation, afin d'y inclure les dispositions de l'Amendement de Kigali ; ateliers de consultation sur l'élaboration d'un programme d'octroi de permis<sup>8</sup> et de quotas ; et consultations sur les mécanismes de suivi de l'offre et l'utilisation de HFC avec les douaniers et les autres parties prenantes ; lors de l'examen des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC qui ont été soumis, le Secrétariat a noté que ces activités ont facilité le processus de mise en place de systèmes d'autorisation des HFC et de procédures pour la mise en œuvre du système d'octroi de quotas pour les HFC.
- c) Soutien à l'exécution d'un programme de collecte de données et de suivi : création d'un programme de collecte de données sur les HFC ; consultations avec les importateurs, les négociants et les autres parties prenantes sur la collecte de données sur les HFC et les mélanges contenant des HFC ; exigences en matière d'établissement de rapports et de suivi ; mise à jour des codes de suivi du système harmonisé (SH) pour les HFC et les mélanges contenant des HFC ; coordination régionale de la mise en place de codes du SH pour les HFC ; et achat d'équipement pour identifier les frigorigènes à base de HFC ;
- d) Mise en œuvre d'autres activités, y compris la démonstration et la formation : programmes de formation sur l'utilisation de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG), dont des frigorigènes inflammables, avec le soutien d'experts techniques ; programmes de rayonnement pour sensibiliser le public à l'Amendement de Kigali, aux HFC, aux solutions de remplacement sans HFC utilisées dans différentes applications, à l'utilisation de solutions de remplacement à faible PRG, à la réglementation sur l'utilisation de HFC et de solutions de remplacement sans HFC et au suivi de l'utilisation des HFC et des substances sans HFC dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien de l'équipement de réfrigération, les institutions gouvernementales et techniques et le public ; et différents régimes fiscaux fondés sur le PRG des frigorigènes ; et
- e) Activités en lien avec l'efficacité énergétique : coordination avec les institutions d'efficacité énergétique afin d'inclure les dispositions de l'Amendement de Kigali tout en mettant en œuvre des mesures d'efficacité énergétique (p. ex., normes minimales de performance énergétique, programmes d'étiquetage, amélioration de l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation, participation à l'élaboration de plans de refroidissement afin de promouvoir les technologies éconergétiques à faible PRG, contribution lors de l'élaboration de normes régionales sur l'adoption de technologies éconergétiques)<sup>9</sup> ; encouragement de la participation des parties prenantes de l'efficacité énergétique aux réunions en lien avec l'Amendement de Kigali ; promotion de l'efficacité énergétique du refroidissement dans le cadre de mesures sectorielles de promotion de l'efficacité énergétique ; formation en

---

<sup>8</sup> Toutes les Parties sont tenues de mettre en place et d'exécuter un programme d'octroi de permis d'importation et d'exportation de substances réglementées de l'Annexe F nouvelles, usées, recyclées ou régénérées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ou dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de ce paragraphe pour leur pays, selon l'éventualité la plus éloignée. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 qui décide qu'elle n'est pas en position de créer et de mettre en place un tel programme d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2019 peut retarder cette décision jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

<sup>9</sup> Les gouvernements ont mis en œuvre plusieurs activités sur l'amélioration de l'efficacité énergétique avec et sans le soutien de sources à l'extérieur du Fonds multilatéral. Ces activités évoluent selon des exigences du pays. Ainsi, l'information sur les types de projets est illustrative et non exhaustive.

technologies de réfrigération et climatisation éconergétiques ; démonstration des économies réalisées par les utilisateurs qui adoptent de l'équipement éconergétique ; et conception d'équipement de réfrigération et climatisation éconergétique, et de mesures pour accroître l'adoption de technologies éconergétiques.

#### Principales conclusions et enseignements tirés

9. Les pays ont acquis de l'expérience concernant le processus de ratification de l'Amendement de Kigali et la mise en œuvre des activités de facilitation de la réduction progressive des HFC au cours de la mise en œuvre des activités de facilitation. Elle est résumée ci-dessous :

- a) le rapport d'évaluation du pays permettant de comprendre les tendances dans la consommation de HFC aide les parties prenantes à définir les mesures à prendre et leurs responsabilités dans l'application de ces mesures, et fournit des recommandations concernant les mesures d'orientation et les activités d'assistance technique qui pourraient servir de feuille de route aux pays pour la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali ; les lignes directrices sur les méthodes de collecte de données et les questionnaires de sondage/modèles de rapport structurés ont été préparés et communiqués à toutes les parties prenantes concernées ; les activités en lien avec les plans d'action sur le refroidissement et l'amélioration de l'efficacité énergétique recevant le soutien des sources de financement à l'extérieur du Fonds multilatéral présentent également des occasions de coordonner et de collaborer à la mise en œuvre de projets pour réduire progressivement les HFC ; et les interfaces avec les activités existantes et prévues des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ont été internalisées en analysant les niveaux de consommation de HCFC et de HFC, et en consultant les parties prenantes de l'industrie ;
- b) le renforcement des programmes d'octroi de permis et de quotas afin d'y inclure les HFC et les mélanges contenant des HFC est une action prioritaire pour le suivi et l'établissement de rapports, qui exigent des consultations approfondies avec les institutions compétentes ; des actions ont été entreprises pour garantir l'identification exacte des HFC et des mélanges contenant des HFC, dont la mise au point des codes du SH et la mise en place de méthodes/processus pour une collecte et un suivi exacts des données sur les HFC ; la mise en place de programmes en ligne est appréciée par les douaniers et les importateurs car ils leur permettent d'économiser du temps, des coûts et des efforts ; le renforcement des capacités et la formation supplémentaire des représentants en collecte et en suivi de données sont aussi des actions prioritaires ; et la formation des douaniers et des agents d'exécution ainsi que le renforcement des points de contrôle frontaliers grâce à de l'équipement d'identification sont essentiels afin de prévenir le commerce illicite des HFC ; et, globalement, ce volet a aidé les pays à élaborer et mettre en œuvre un solide système d'autorisations et de quotas pour les HFC ;
- c) le suivi continu auprès des autorités responsables de l'élaboration, de la mise au point et de l'approbation des politiques et réglementations sur les HFC par le Bureau national de l'ozone est essentiel. Comme les activités en lien avec les HFC portent sur un nouveau groupe de substances comprenant des mélanges et des substances de remplacement devant être manipulées avec soin, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de renforcer les capacités des différentes parties prenantes nationales pour la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports, et pour la sensibilisation aux nouvelles politiques et réglementations en vigueur concernant les HFC. En outre, des interactions et la coordination avec les autorités chargées de l'efficacité énergétique sont nécessaires pour l'inclusion du type de frigorigène dans les normes d'efficacité énergétique, dans la mesure du possible ;
- d) d'importants efforts s'imposent afin d'approuver les réglementations concernant l'adoption de frigorigènes à faible PRG, surtout en ce qui concerne la sécurité ; le renforcement des capacités, comprenant la formation et la diffusion de renseignements techniques, est essentiel à l'adoption

durable de frigorigènes à faible PRG inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression ; et le renforcement des capacités des institutions de formation et techniques, et la formation et la certification des techniciens d'entretien en manipulation de frigorigènes à faible PRG sont essentiels ; le regroupement de synergies et d'activités existantes au titre des PGEH peut faciliter l'introduction de solutions de remplacement à faible PRG durables et rentables ;

- e) la mise en place de normes minimales de performance énergétique, d'un régime de taxes/droits progressif fondé sur l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation sans HFC et de taxes plus élevées pour les produits à base de frigorigènes à PRG élevé encourage l'industrie à faire la transition à de l'équipement à PRG moins élevé et plus éconergétique ; et bien que l'importation d'équipement de réfrigération et de climatisation usagé moins éconergétique ait des conséquences sur la mise en place des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique et entrave la réduction de la dépendance à l'égard des HFC (car de nombreux équipements usagés utilisent des HFC comme frigorigènes), plusieurs activités de diffusion d'information et de renforcement des capacités sont menées afin de réduire au minimum ces importations ;
- f) la mise en place de normes nationales d'accréditation des techniciens en réfrigération et climatisation contribuera à réduire les HFC émis par l'équipement de réfrigération et de climatisation grâce à l'adoption de bonnes pratiques d'entretien et de pratiques sécuritaires lors de l'entretien de l'équipement à base de frigorigènes inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression ;
- g) le recensement d'experts locaux pour entreprendre des activités exige le soutien continu du Bureau national de l'ozone et pour le renforcement des capacités, et tient compte des besoins/tendances précis de consommation ; et
- h) les activités mises en œuvre à ce jour ont élevé le niveau de sensibilisation des parties prenantes et du public quant à l'importance et aux avantages de l'Amendement de Kigali, et offert une perspective des habitudes de consommation des HFC et de l'importance de l'efficacité énergétique lors de la réduction progressive des HFC, en favorisant la participation des parties prenantes à la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali et autres interventions de suivi et de réglementation de la consommation de HFC.

#### Difficultés possibles

10. Voici les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités de facilitation :
- a) La pandémie de COVID-19 a entravé la réalisation des activités de facilitation dans les délais approuvés pour certains pays visés à l'article 5, surtout en ce qui a trait aux consultations en personne des parties prenantes pour l'élaboration et la mise au point des réglementations sur les HFC, la ratification de l'Amendement de Kigali et l'achèvement des programmes de formation prévus au projet ; en 2022, la reprise post-COVID-19 était en bonne voie ;
  - b) Les retards dans le règlement par voie administrative et le processus d'approbation pour la ratification de l'Amendement de Kigali et la mise au point des réglementations ont créé des difficultés dans certains pays visés à l'article 5 ; un suivi étroit, le soutien des décideurs du gouvernement, le renforcement des capacités et la diffusion d'information à l'intention des représentants du gouvernement ont aidé à amoindrir les retards ;
  - c) La situation politique difficile et les problèmes de sécurité dans certains pays visés à l'article 5 ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets ;

- d) Des consultations ont été menées pendant la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les exigences d'établissement de rapports sur les HFC, et l'utilisation des HFC et des substances de remplacement sans HFC dans différentes applications (p. ex., la réfrigération et la climatisation, la mousse de polyuréthane). L'importance de l'offre de formation et de soutien technique aux techniciens afin de garantir l'adoption sécuritaire des substances de remplacement à faible PRG dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation a été soulignée. La mise en œuvre des activités de formation portant sur l'utilisation sécuritaire des substances de remplacement au titre des PGEH a offert un soutien aux techniciens d'entretien de l'équipement à base de HCFC concernant l'utilisation sécuritaire de substances de remplacement à faible PRG ; la mise en œuvre de réglementations et d'autres mesures de soutien concernant l'utilisation sécuritaire d'équipement à base de frigorigènes à faible PRG (p. ex., normes nationales régissant l'importation et l'utilisation d'équipement de réfrigération et climatisation, les programmes d'encouragement pour les utilisateurs finaux concernant l'équipement de réfrigération et climatisation à faible PRG, les programmes de certification des techniciens d'entretien sur les pratiques d'entretien sécuritaires) et les activités de diffusion d'information et de sensibilisation concernant les substances écologiques à faible PRG menées au cours du PGEH ont accru le niveau de sensibilisation des parties prenantes nationales aux technologies à faible PRG, surtout dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation ; et
- e) La formation régulière des douaniers est primordiale à l'application efficace des programmes d'octroi de permis et de quotas pour les HFC et de la réglementation des HFC à cause du fort roulement de personnel chez les douaniers. Les activités de facilitation ont aidé les pays visés à l'article 5 à entreprendre des consultations et la mise en œuvre d'activités sur le suivi de la consommation de HFC et l'adoption de substances de remplacement sans HFC et ont donné lieu à des dialogues sur les méthodes à adopter pour un refroidissement durable et éconergétique pendant la mise en œuvre des activités de réduction progressive des HFC. Les difficultés particulières devant être réglées lors de la réduction progressive des HFC et les synergies à regrouper lors de la mise en œuvre de l'élimination des HCFC et de la réduction progressive des HFC au cours des prochaines années pourront être précisées lorsque les pays visés à l'article 5 entreprendront la préparation de la stratégie de réduction progressive des HFC, à la suite de l'approbation des lignes directrices par le Comité exécutif.

#### Sommes approuvées et décaissées

11. Au 31 décembre 2022, la somme totale de 23 602 480 \$ US a été approuvée pour les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays donateurs, et la somme de 20 632 509 \$ US a été décaissée.